



Points saillants

Depuis sa création, la gouvernance du Soudan du Sud est basée sur le principe de partage du pouvoir. Toutefois, l'incapacité des dirigeants du pays à partager le pouvoir est une caractéristique du gouvernement du Soudan du Sud depuis toujours et constitue un élément clé du conflit en cours.

- Un niveau constant de combats, totalisant en moyenne plus de 800 incidents violents par an depuis 2013, perdure depuis le début de la guerre, ayant entraîné la mort d'environ 400 000 personnes.
- De nombreux cessez-le-feu ont été immédiatement suivis de flambées de violence.
- Le nombre de personnes déplacées contre leur gré n'a cessé d'augmenter depuis le début du conflit démontrant l'impact humanitaire cumulatif de l'instabilité.
- Quatre millions de Soudanais du Sud, soit un tiers de la population, ont été forcés de quitter leurs foyers. Par comparaison, il y avait 2,3 millions de déplacés au moment de la signature en 2015 de l'Accord sur la résolution du conflit au Soudan du Sud (ARCSS) et 800 000 au début du conflit en 2013.
- Les deux tiers de la population, soit 7,5 millions de personnes, ont besoin d'aide humanitaire, contre 2,2 millions en 2013. Ceci inclut une augmentation de 500 000 depuis la signature en 2018 de l'Accord revitalisé sur la résolution du conflit au Soudan du Sud (R-ARCSS).
- Le prix des cultures vivrières à Djouba, Aweil, Rumbek, Wau et d'autres marchés importants a subi une augmentation de 1 000 à 4 800 % depuis le début de la guerre.
- Salva Kiir a été élu président de la région du Soudan du Sud en 2010 et a hérité de la présidence lors de l'indépendance du pays en 2011 en vertu d'une clause de la Constitution de transition de la République du Soudan du Sud. La constitution autorisait un mandat présidentiel de 4 ans et limitait à deux le nombre de mandats présidentiels. Il n'y a pas eu d'élections présidentielles au Soudan du Sud depuis 2010. Salva Kiir détient toujours le pouvoir.
- Riek Machar a été nommé vice-président en 2011 dans le cadre du gouvernement d'union nationale provisoire, mais a été démis de ses fonctions avec le reste du conseil des ministres de Kiir plus tard dans l'année. Des accords de partage du pouvoir conclus par la suite entre Kiir et Machar en 2013, 2015, 2016 et 2018 n'ont pas tenu. Depuis le début de la guerre, Machar a passé un total de quatre mois au Soudan du Sud.